

Je vais maintenant dire quelques mots de la question d'intervention du Gouvernement dans les affaires. Si le Gouvernement était intervenu dans les affaires durant les années passées, la situation serait peut-être bien différente aujourd'hui. Il n'est pas nécessaire de remonter plus loin que la fin de la Grande guerre. A ce moment-là, les compagnies de chemins de fer avaient toute la latitude voulue pour construire, parallèlement à d'autres, de nouvelles lignes et nous savons que, plus récemment encore, le Pacifique-Canadien a obtenu des chartes pour la construction dans le nord de lignes destinées à concurrencer celles des Chemins de fer nationaux, et que les Chemins de fer nationaux ont construit un hôtel de \$4,000,000 à Saskatoon et un autre de \$11,000,000 à Vancouver. Le crédit du pays s'en allait à la ruine mais le Gouvernement ne jugea pas à propos d'intervenir. On aurait pu croire que le Gouvernement du Canada avait démenagé à Montréal où il semble être resté en permanence durant les années qui ont précédé 1930.

Je parle en connaissance de cause des conditions qui ont existé à cette époque car j'en ai eu une certaine expérience comme administrateur des Chemins de fer nationaux. Je veux placer ici un mot à propos de la presse de ce pays. Je n'ai aucune animosité contre les journaux; ils m'ont très bien traité mais ils ont commis de graves erreurs. Quand le très honorable leader de cette Chambre suggéra une légère modification à un certain projet d'expansion, il fut fustigé par les journaux de ce pays, quelle que fût leur couleur politique, pour avoir essayé de s'opposer à l'étatisation des chemins de fer; de plus l'honorable sénateur de Manitou (l'honorable M. Sharpe) fut pris à partie pour avoir osé s'opposer à une dépense de \$50,000,000 dans la cité de Montréal.

Comme je le disais, honorables sénateurs, cette expansion excessive des chemins de fer n'aurait jamais dû être permise dans notre jeune pays. Il est vrai que le Canada est immense et que ses ressources sont énormes, mais sa population n'était alors que de dix millions. Et que se passait-il? On fit remarquer que nous arrivions vite au point où la moitié de la population serait employée par l'Etat ou par les chemins de fer de l'Etat, et qu'il serait impossible au reste de la population d'endurer une telle situation.

Mais la grande tragédie, c'est que les jeunes gens s'éloignaient de la terre. Un grand nombre d'entre eux sont maintenant d'âge mûr, et ils ont des familles à soutenir. Sans cette expansion sans bornes de nos chemins de fer, ces hommes travailleraient aujourd'hui sur la terre. Tout cela se relie à la question de l'assurance contre le chômage. Il est vrai que nous devons prendre soin de nos gens, mais

je maintiens que ce qui s'est passé concernant les chemins de fer Nationaux constitue la plus grande calamité qui ait jamais fondu sur notre jeune pays. Dans la Saskatchewan, malgré les sauterelles et la sécheresse, nous serons bientôt en mesure de surmonter toutes ces difficultés et dans la plupart des cas, de payer cent sous dans la piastre; mais je déclare en dépit de toute contradiction qu'il nous faudra un siècle pour nous rétablir du fléau que représentent les chemins de fer Nationaux.

Notre pays doit faire face à une grave situation concernant le travail. Le discours du trône parle de l'assurance contre le chômage et de la sécurité de l'ouvrier. Cela me fait un peu peur. Lorsque, jeune encore, je quittai l'Est pour l'Ouest où je voulais m'établir, il ne m'entrerait nullement dans la tête qu'il était du devoir d'un gouvernement ou d'un conseil municipal quelconque d'assurer mon existence. Je sais que les temps ont changé, et qu'on a adopté maintes formes de secours; cependant, je crois que nous devrions être bien prudents pour l'avenir. Pendant toute la crise, on a remarqué, spécialement dans ma province où 50 p. 100 de la population est née à l'étranger, qu'il se fait une propagande constante pour demander diverses choses à l'Etat. On dit couramment que l'Etat devrait faire une chose ou l'autre. Quelques-uns de ceux qui parlent ainsi sont bien intentionnés; d'autres ne le sont pas, et leurs remarques ne font qu'aggraver la situation. Bien entendu, il y en a qui disent: "Le pays peut fournir du travail à tout le monde", mais les communistes disent: Pourquoi peiner pour de petites gages? Tout l'argent du pays sera bientôt partagé". Voilà pourquoi des entreprises de travaux publics destinées à secourir le peuple me font un peu peur. Comme résultat de ces programmes, les gens quittent leurs fermes pour essayer d'obtenir de l'emploi dans ces entreprises faites des deniers publics. Je suis toujours fermement d'avis qu'il faut aider et encourager le cultivateur. Malgré les énormes difficultés qu'a éprouvées la Saskatchewan, on trouve à peine dans la partie nord d'où je viens une seule municipalité qui n'ait pas rencontré toutes ses obligations envers les banques. Plusieurs d'entre elles ont des fonds en banque. Il reste encore dans l'Ouest de vastes espaces inoccupés, et bien des gens qui possèdent plus de terrain qu'ils ne peuvent cultiver avec avantage. Il y a de la place pour un jeune homme qui veut s'établir, et il peut y arriver plus facilement et plus confortablement que ceux qui ont colonisé ce vaste pays, et que n'a pas enlevé à leur ferme la surexpansion des affaires. Toutes ces mesures qui ont été mises à exécution ou que l'on propose maintenant sont destinées à encourager et à